



UNION REGIONALE
DES SYNDICATS
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
URSEN CGT

Rennes, le 1 février 2011.

MAISON DU PEUPLE
8, rue ST-LOUIS
CS 36429
35064 RENNES Cedex

FEDERATION DE
L'ÉDUCATION, DE
LA RECHERCHE ET
DE LA CULTURE

Monsieur le Recteur,

La Révision Générale des Politiques Publiques nous contraint encore cette année à subir des suppressions de postes.

Pour la CGT, il ne s'agit pas d'une simple querelle de chiffres. Ce pouce coincé sur la touche « moins » de la calculette a une action destructrice sur le service public d'éducation et sur les personnels de l'Éducation Nationale. L'éducation est un des droits de l'enfant. Des personnes ont cru pouvoir y consacrer leur vie. Faut-il leur annoncer tout de suite la vanité de leur engagement ?

Les retraits de moyens, l'intensification du travail, les situations de double contrainte affectent profondément les personnels de notre académie.

Ils subissent une perte de sens.

La brutalisation du travail se diffuse.

L'insécurité professionnelle crée une angoisse permanente.

La perte de sens résulte d'un usage pervers du langage à des fins de diversion et de dissimulation. La réforme est devenue synonyme de régression et de destruction. Être en cours de réforme, signifie maintenant comme pour un cheval fourbu, dit de réforme, qu'on sera sous peu conduit à l'abattoir. Comme dans le « 1984 » d'Orwell, « La guerre, c'est la paix ! »

Prenons un exemple parmi nos plus récentes innovations : l'accompagnement personnalisé. Au premier abord, il s'agit d'une promesse faite aux familles. Tous les élèves seront aidés en fonction de leurs besoins. L'idée n'est pas mauvaise. Même la CGT y souscrit. Si l'on examine les conditions de réalisation de cette promesse, on déchant, on découvre qu'elle ne saurait être tenue. Les groupes d'élèves sont trop nombreux, l'activité pluridisciplinaire est difficile à concevoir et à mettre en œuvre. Dans certains établissements que nous ne nommerons pas, les équipes en sont même à s'affronter. Que faut-il en conclure ? Elèves et professeurs sont simplement victimes d'un « effet d'annonce ». On diminue les horaires de cours au profit d'une simple mise en scène politique, d'un village Potemkine de la pédagogie.

Un autre exemple ? Notre ministre se propose de "réinventer l'apprentissage de l'anglais". Après la fin de la scolarisation des 2 ans, la scolarisation des 3 ans est désormais remise en cause au profit de crèches privées ou territoriales. Très logiquement on nous annonce la nécessité d'enseigner l'anglais dès la maternelle. Pourquoi l'anglais et non le breton ou le chinois ? On ne le saura pas. Par contre, immédiate décision est prise de supprimer dans le primaire les postes d'intervenants en langue. Les professeurs des écoles, tous promus polyglottes, se débrouilleront.

Les sciences sont mises à l'honneur : Les élèves de 1^{re} scientifique vont donc perdre une heure hebdomadaire de maths, une heure et demie de physique et une heure de SVT.

Notre ministre a rédigé un profond article dans un quotidien du soir. Il y fait l'éloge de la syntaxe approximative et du vocabulaire relâché. Les professeurs des écoles et de lettres doivent-ils désormais désapprendre la grammaire à leurs élèves, encourager les noms d'oiseaux et la violence verbale ? On voudrait pouvoir en rire.

Les promoteurs de la Révision Générale des Politiques Publiques appliquent les méthodes qui ont mené le monde à la crise : cost killing, downsizing, externalisation, délocalisation, compétitivité, gain de productivité, recherche de « gisements d'efficience ». Ce toujours plus pour quelques uns dans le toujours moins pour tous

les autres nie toute valeur autre que financière. L'intérêt général et le service public n'ont dans un tel contexte idéologique plus aucun sens. De la perte de sens à la brutalisation du travail, le pas est vite franchi.

Brutalisation, vous exagérez ! nous dira-t-on. Ce concept rend compte de la montée des violences dans la société européenne d'après la première guerre mondiale, il ne saurait s'appliquer aux relations de travail. En est-on si sûr ?

Nous savons que des primes seront désormais attribuées aux recteurs en fonction du nombre de postes supprimés dans leur académie. Les proviseurs aussi toucheront leurs trente deniers. Par contre, les éducateurs spécialisés employés en EREA viennent de se voir supprimer l'ISO, l'indemnité de suivi et d'orientation. Ces salariés rémunérés au plus bas indice exercent une tâche difficile. Employés par un établissement du secteur sanitaire et social ou par un établissement associatif, ils auraient d'ailleurs perçu une prime équivalente. Le modeste complément de rémunération que constitue l'ISO menaçait-il de ruiner votre académie ? Réjouissez-vous, Monsieur le Recteur, vos services ont su trouver un gisement d'efficience. Mais pour nos collègues éducateurs, ne s'agit-il pas là d'une vraie brutalité ?

La CGT a déjà signalé le drame des personnels administratifs contractuels recrutés dans les GRETA. Pour ne pas leur ouvrir droit à titularisation, ces salariés sont cantonnés à des temps partiels à 70%. La plupart sont des femmes qui perçoivent 800 €, en France exactement le seuil de pauvreté. C'est le résultat de la gestion des GRETA sur un mode concurrentiel. Ces travailleuses font les frais du « downsizing » du service public. L'Académie de Rennes peut ainsi s'enorgueillir d'avoir ses travailleuses pauvres.

A l'intérieur des établissements, certaines situations de travail pèsent lourdement sur les personnels. Que se passe-t-il lorsqu'on ajoute un 17^e élève à une classe de SEGPA, lorsqu'on atteint les 30 élèves dans une classe de collège, lorsqu'on regroupe des sections d'enseignement professionnel dans une seule classe pour l'enseignement général ? Pour la RGPP, c'est un gain de productivité, pour les professeurs il s'agit d'une brutale prise de contact avec la souffrance au travail.

Le sommet mondial du « cost killing » a sans doute été atteint à l'Education Nationale par le passage des stagiaires de 6 heures à 18 heures de travail. 300% de gain de productivité, qui dit mieux ? Mais à quel prix ! Nos jeunes collègues sont placés sans formation dans les conditions les plus difficiles. S'ils ont la chance de bénéficier d'un tuteur, le temps manque pour qu'ils se rencontrent. Quant aux contenus des formations, quand elles sont mises en place, les stagiaires se plaignent de leur inadéquation. Les jeunes collègues sont épuisés. Des démissions ont eu lieu. Le nombre des candidats aux concours de l'enseignement a été divisé par deux. Ce sont là les conséquences logiques d'une mesure budgétaire absurde et brutale. La seule décision juste serait de revenir à la situation antérieure. Il y faudrait du courage politique et de la clairvoyance.

Le même jeu de massacre a été pratiqué pour le BAC PRO. Trois ans ou quatre ans, ce n'est pas la même chose. On vole une année de formation à des jeunes qui ont besoin de temps pour apprendre. Mais, voyez-vous, cela fait 25% de gain de productivité !

La brutalisation est aussi une conséquence du discours tenu par le pouvoir sur notre institution et sur le monde enseignant. Des CPE se font insulter au téléphone lorsqu'ils signalent les absences des élèves à leurs parents. Les élèves hésitent de moins en moins à injurier les professeurs. Rien d'étonnant à cela, le modèle vient de haut. La brutalisation ne peut que s'aggraver avec l'insécurité professionnelle.

Certaines annonces tombent comme un coup de faux et ne laissent aucun doute sur l'absence d'avenir. Les fermetures de sections professionnelles au profit de l'apprentissage sont de celles-là. Le CAP de serrurerie du Lycée Professionnel Jean Guéhenno à Vannes devait être supprimé alors qu'il offre de réelles perspectives d'emploi, confirmées par des courriers de soutien venus d'une cinquantaine d'entreprises. Nous remercions tous les élus et tous les professionnels qui ont soutenu l'action de la CGT. Nous vous remercions ? Monsieur le Recteur, d'avoir sursis à cette fermeture. Les collègues de Vannes en seront émus et reconnaissants.

Ailleurs cependant rien n'a changé.

Pour la fermeture de la section métallerie à Dinan : c'était Dinan ou Guingamp... On a lancé la pièce... Dinan perd !

A Morlaix, la section Comptabilité Bureautique subit le même sort. Personne de l'Administration ne s'est donné la peine d'informer les professeurs. Le proviseur ne réunit les collègues qu'à leur demande et refuse de communiquer les documents préparatoires à la répartition de la DGH. La perte de sens et la brutalité se

conjuguent. Les professeurs sont par la volonté du prince plongés dans un univers kafkaïen. Où muter lorsque l'on supprime partout des postes ? L'autoritarisme le plus brutal règne. On a peur de comprendre : les primes servent-elles à étouffer les consciences ?

La réforme des STI démarre. L'insécurité professionnelle est totale. Voici un extrait d'un courriel reçu d'un collègue de STI :

« On est en train de mettre en place un management à la France Télécom entraînant à court terme des conflits entre collègues, voire pire. On connaît les événements à France Télécom. Il est temps de tirer le signal d'alarme par une communication dans les médias avant d'avoir des collègues en grande souffrance (si ce n'est pas déjà le cas). Certains collègues STI, sont aux bords des larmes lors de discussion sur la réforme et le devenir de leur poste, donc de leur vie familiale. D'autres sont complètement résignés et pense "advienne que pourra" et pour d'autres leur situation sur poste spécifique (chaire TS, poste à profil) les rassurent. »

La CGT ne peut que donner raison à ce professeur de STI. Les autorités académiques ont le devoir de rassurer les collègues sur leur avenir. Toute mise en concurrence des collègues entre eux pourrait se révéler criminelle.

Les collègues vivent cette réforme comme un double renoncement : on nie la spécialisation qui constitue les métiers, on ne se donne pas les moyens de formation nécessaires à un avenir industriel pour le pays. Cette déspecialisation de la formation professionnelle a déjà été réalisée en BAC PRO. La notion de métier n'a plus cours sauf, bien sûr, dans l'intitulé orwellien de « Lycée des Métiers ». On parle en novlangue de l'Education Nationale de « champ professionnel ». Peut-on s'en réjouir ?

La physique appliquée n'existe plus. La réforme des STI la supprime des programmes. Les professeurs eux sont heureusement bien vivants. Nous aimerions avoir des garanties concernant leur réaffectation.

La même logique d'incertitude s'applique aux personnels administratifs. On supprime 20 postes dans notre académie. Il faudra faire toujours plus avec toujours moins de personnel, agir dans une perpétuelle urgence. Et on rajoute toujours plus de labeur, de tâches et de missions.

Pour les personnels de laboratoire, de nombreuses questions demeurent concernant les postes, les salaires et le statut. Ne serait-il pas temps de les éclaircir ?

Au fait pourquoi toutes ces incertitudes, tous ces devenirs laissés pendants ? On aimerait croire qu'il ne s'agisse que de simple incurie. Ce pourrait être le management rendu nécessaire par des suppressions de postes à tous les niveaux de la hiérarchie. Alors, plus que jamais l'avenir serait au manque de sens et à la brutalité.

Le quantitatif et le qualitatif ne s'opposent pas forcément. Le quantitatif peut même être du qualitatif. Une sauterelle isolée est plaisante à voir, un nuage de sauterelles dévaste une région. Il en va de même pour les suppressions de postes. Si des ajustements peuvent être utiles, en deçà d'un certain seuil, les missions ne peuvent plus être menées. Ces suppressions font alors comprendre aux personnels qu'ils ne constituent que des coûts à réduire. Ils ne sont plus ni reconnus dans leur personne, ni reconnus dans leur mission.

La souffrance au travail s'est répandue dans le privé avec le culte de la performance financière. Certains experts parlent d'épidémie massive. Les méthodes de gestion importées du privé donneront les mêmes résultats à l'Education Nationale. La CGT a porté à votre connaissance des faits graves concernant les SEGPA et EREA. Il est à craindre que le mal se répande.

Or il vous appartient de donner du sens à l'action de vos fonctionnaires et de les protéger contre un management brutal ou des situations dangereuses.

« Dans le cadre de la réforme des lycées, les marges d'autonomie des établissements seront élargies pour leur permettre de moderniser leur fonctionnement et d'adapter leur offre éducative aux publics spécifiques qu'ils accueillent. »

Cet objectif désigné par le Conseil de Modernisation des Politiques Publiques ne peut que nous inquiéter. L'autoritarisme et la dérégulation destructrice en seront les seules conséquences.

Face à ces perspectives si peu réjouissantes, la CGT ne peut que formuler deux souhaits :

- Que l'enseignement retrouve sa place dans la République !
- Que les personnels de notre académie puissent enfin travailler dans la sérénité et la dignité !

Pour l'URSEN-CGT
Le secrétaire,
François-Philippe LECOULANT